

00036

DIRECTION MAITRISE D'OUVRAGE
INGENIERIE IMMOBILIERE
MME ELODIE WATEL
☎ 03.20.78.56.17
FAX 03.20.78.58.39
COURRIEL : ewatel@partenordhabitat.fr

LR + AR N° 2C05430446039

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE EAU ET ENVIRONNEMENT
CELLULE POLICE DE L'EAU
62 BOULEVARD DE BELFORT
B.P.289
59019 LILLE CEDEX

Lille,
Le 12 mars 2014

Courrier arrivé

14 MARS 2014

DDTM du Nord / SEE

27, boulevard Vauban
BP 309
59020 Lille Cedex
Tél. 03 20 78 56 00
Fax 03 20 78 58 85

OBJET : MASTAING – rue Jules Ferry
Construction de 16 logements locatifs et 25 lots libres

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, sous ce pli, en trois exemplaires, le dossier relatif à l'opération reprise à l'objet ci-dessus.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

SPE/ Arrivée le :
14 MARS 2014
N° **365**
1 Co LS

Elodie WATEL
Chargée d'Affaires

SEE	A	I	P
I. Dresse			
S. Menace			
Police de l'eau		X	
BCC			
PPPP			
PEE			
MISEN			
OSPEAC			
A : Attribution			
I : Information			
P : Participation			



- Douais Pévèle
- Dunkerque
- Flandre Littoral
- Hainaut Cambrésis
- Lille
- Littoral Ouest
- Métropole Est
- Métropole Ouest
- Sambre Avesnois
- Val de Lys



PRÉFECTURE DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
REALISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS LOCATIFS
ET DE 25 LOTS LIBRES

COMMUNE DE MASTAING

DOSSIER N° 59-2014-00036
LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS

Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Chevalier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 14/03/2014, présenté par PARTENORD HABITAT, enregistré sous le n° 59-2014-00036 et relatif à : LA REALISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS LOCATIFS ET DE 25 LOTS LIBRES SUR LA COMMUNE DE MASTAING.

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**PARTENORD HABITAT
27 BD VAUBAN
59020 LILLE**

concernant :

**REALISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS LOCATIFS ET DE
25 LOTS LIBRES**

dont la réalisation est prévue dans la commune de MASTAING.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 14/05/2014, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de MASTAING où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de MASTAING par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **20 MARS 2014**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Cellule Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

1355/PE

Monsieur le Directeur
de PARTENORD HABITAT
27, boulevard Vauban

59020 LILLE CEDEX

Lille, le

- 2 OCT. 2014

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**« la réalisation d'une opération de construction de 16 logements locatifs
et de 25 lots libres sur la commune de Mastaing »,**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 20/03/2014, je vous confirme que vous bénéficiez d'un accord tacite.

Cet accord est basé sur le dossier daté du 09/07/2014.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux. Vous voudrez donc bien nous communiquer cette date sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier seront adressés à la mairie de Mastaing pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

.../...

Ce dossier, enregistré sous le n°59-2014-00036 est suivi par Lionel STANISLAVE (courriel : lionel.stanislave@nord.gouv.fr – Téléphone : 03 28 03 84 11).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distinguées.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORRESSE

Copie   : Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Valenciennois

DOCUMENT A ENVOYER IMPERATIVEMENT

PARTENORD HABITAT

**REALISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE
DE 16 LOGEMENTS LOCATIFS ET DE 25 LOTS LIBRES
SUR LA COMMUNE DE MASTAING**

Dossier Loi sur l'Eau n°59-2014-00036

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare démarrer les travaux à la date du

A retourner dûment complété à :

⇒ DDTM du Nord

Service Eau Environnement – Cellule Police de l'Eau

62, boulevard de Belfort

CS 90007

59042 LILLE CEDEX



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

1356/PE

Monsieur le Maire de la commune
de Mastaing
Rue Jean Jaurès

59172 MASTAING

Lille, le

- 2 OCT. 2014

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la Société PARTENORD HABITAT, en date du 14/03/2014, concernant l'opération suivante :

« la réalisation d'une opération de construction de 16 logements locatifs et de 25 lots libres sur la commune de Mastaing »,

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision d'accord tacite de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Ce dossier, enregistré sous le n°59-2014-00036, est suivi par Lionel STANISLAVE (courriel : lionel.stanislave@nord.gouv.fr – téléphone : 03 28 03 84 11) qui se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,

Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Valenciennois